

LE BOISSEAU S.A.
RCS Luxembourg B 26142
Société anonyme
L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II

CERTIFICAT

Le soussigné Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, certifie conformément à l'article 273 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la « **Loi de 1915** »):

1. que le projet commun de fusion entre **LE BOISSEAU S.A.**, une société anonyme soumis aux lois de Luxembourg avec siège social à L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 26142, (la « **Société Absorbante** »), et la **société ADON S.A.**, ayant son siège social à L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 37175 (la « **Société Absorbée** » et ensemble avec la Société Absorbante, les « **Sociétés Fusionnantes** ») signé en la forme notariée par devant le notaire soussigné en date du 15 novembre 2016, a été régulièrement publié au RESA (Recueil Electronique des Sociétés et Associations) en date du 28 novembre 2016 (le « **Projet de Fusion** »);
- 2.- que les documents repris à l'article 267 paragraphe (1) a) et b) de la Loi de 1915 ont été mis à la disposition des associés de la Société Absorbante au siège social de cette dernière à partir 28 novembre 2016,
- 3.- que le Projet de Fusion prévoit que la fusion sera considérée comme définitivement réalisée et prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes un mois après la publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations du Projet de Fusion;
- 4.- qu'aucun associé de la Société Absorbante n'a dans le délai d'un mois à partir de la publication du Projet de Fusion au Recueil Electronique des Sociétés et Associations, demandé la convocation d'une assemblée générale ;
- 5.- que la Société Absorbée a dès lors cessé d'exister le 29 décembre 2016.
- 6.- que la fusion prendra effet vis-à-vis des tiers à la date de publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations du présent certificat conformément à article 273 (1) de la Loi de 1915 ;
- 7.- que la Société Absorbée peut dès lors être rayée du Registre de commerce et des sociétés.

Fait à Luxembourg, le 9 janvier 2017